



INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 17 juillet 2013 à 9 heures

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, BEAUQUESTE, CASTET, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et CAUSSE.

Etaient excusés : MM CABE, CASTAINGS, CHANTRE, COUTURE, FAUQUE, SOUDAR et VERDIER.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM GUILHAS et LAJUX.

1) Gestion intégrée

Gouvernance Adour Aval

Exposé des motifs

Par courrier du 19 avril, le comité de pilotage de l'Etude « Gouvernance de l'eau-faisabilité d'un SAGE Adour Aval » a sollicité l'Institution Adour afin de connaître son positionnement sur la démarche engagée.

Cette étude est engagée depuis le mois de mai 2012 sous l'égide d'une convention de partenariat réunissant les collectivités concernées (Communautés d'Agglomération Côte Basque Adour et du Grand Dax, Communautés de communes Errobi, Nive Adour, du Pays de Hasparren, du pays de Bidache, du Seignanx, du Pays d'Orthe et Maremne Adour Côte sud) et portée par un chargé de mission recruté par l'agglomération Côte Basque Adour.

L'objectif de cette démarche est l'élaboration d'une vision de la problématique de l'eau sur ce territoire et de sa gouvernance ainsi que la recherche d'outil de gestion le mieux adapté.

Aujourd'hui l'implication de l'Institution Adour consiste en la participation technique et politique de la structure lors des réunions, étant entendu que la démarche sous sa forme actuelle est reconduite pour une année.

Une première délibération prise en 2012 avait conclu à la non volonté de l'Institution Adour de se positionner en porteur d'une démarche de type SAGE.

Il convient aujourd'hui de revoir cette position au regard des enjeux dégagés sur ce territoire, et de la légitimité de l'Institution Adour à s'engager dans cette démarche. Les élus des départements principalement concernés souhaitent qu'une position de principe soit prise et qu'elle soit entérinée définitivement afin la fin de l'année.

Pour ce faire, une réflexion technique et politique doit être menée avant la tenue du prochain conseil d'administration.

Après explications complémentaires des services de l'Institution,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- De mener une réflexion concertée entre les départements 64 et 40 sur le dossier afin de le présenter lors du prochain conseil d'administration.
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ce dossier.

Le Président,



INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Jean-Claude DUZER